

L'inaction politique détruit à petit feu notre démocratie

MA PARTITION FÉDÉRALE

Un président traite une journaliste de truie en public. Un autre brandit une tronçonneuse comme emblème de ses réformes. Un troisième fait jeter ses opposants en prison. Partout, ces figures autoritaires gagnent du terrain. Et partout, elles ont été élues. Pourquoi? Parce qu'elles promettent d'agir. Brutalement, cyniquement. Dans un monde où le chaos s'installe, où les repères s'effondrent, cela suffit à incarner une forme d'espoir. Ce qui rassure, désormais, c'est le mouvement. Même désordonné. Même dangereux. Pendant ce temps, en Suisse, une tout autre culture: pas de despote, pas d'embrouille, pas de tumulte. «No King». Une démocratie directe exemplaire qui montre malheureusement quelques signes d'affaiblissement.

Les signaux d'alerte sont là. Multiples. Convergents. Que donne la majorité politique comme réponse à l'explosion incontrôlable des primes maladie? L'impuissance. Chaque année, on ajuste les subsides, sans jamais oser toucher au système lui-même. Un système que plus personne ne comprend, sinon les assureurs. Pourtant, des solutions existent: transparence sur les coûts, financement plus solidaire, assurance publique. Rien de révolutionnaire. Simplement: gouverner.

Que donnent les forces politiques dominantes comme réponse à l'envolée des loyers? Le laisser-faire organisé. Les loyers grimpent, les expulsions se multiplient et rien ne se passe. La population en a ras la casquette. Mais au lieu de plafonner, encadrer, faire respecter les règles, les autorités s'égarent dans des sourires gênés et des appels désespérés à la «responsabilité individuelle». Ce n'est plus de la mollesse, c'est de l'abdication.

Et quand une banque systémique se comporte de façon irresponsable? On temporise... jusqu'au point de non-retour. Là, on panique, on paie, on fait mine d'être courroucé et puis on s'évapore. Lors du



ESTELLE REVAZ

VIOLONCELLISTE, CONSEILLÈRE NATIONALE (PS/GE)

Quand la maison brûle, on n'organise pas une table ronde pour débattre de l'emplacement du robinet

rachat de Credit Suisse, l'Etat a accordé à UBS des milliards de garanties publiques. Sans débat, sans vote. Mais aussi sans contrepartie. Résultat? Quelques mois plus tard, la banque menace de déplacer son siège aux Etats-Unis si le droit suisse n'est pas adapté à ses desiderata. Et que fait-on face à ce chantage feutré? Pas grand-chose. Ce n'est plus de la prudence, c'est de la pigeonnerie d'Etat.

Enfin, quand un despote étranger menace notre économie? On se cache derrière quelques formules creuses. On tergiverse, on communique mal. Et surtout, on perd le contrôle. La crise des droits de douane a révélé l'absence totale de gouvernance. Ni stratégie, ni feuille de route. Le Conseil fédéral? Fantôme dépassé. Le parlement? Spectateur dissipé. Le terrain? Acteur désabusé. Dans ce vide sidéral, quelques entrepreneurs auto-désignés ont joué à sauve-qui-peut. La diplomatie parallèle s'est imposée, sans cadre, sans transparence. Ce n'est plus une

démocratie: c'est un système en roue libre, où le pouvoir se délègue à ceux qui savent s'en emparer.

En Suisse, on confond trop souvent stabilité et immobilisme. Notre système valorise la lenteur, le compromis, la pondération. Et c'est une force, car c'est ensemble qu'on trouve les meilleures solutions. Mais pardon: quand la maison brûle, on n'organise pas une table ronde pour débattre de l'emplacement du robinet. On prend l'extincteur et on éteint le feu.

L'administration fédérale s'accroche à ses habitudes comme à des reliques sacrées. Le Conseil fédéral gère par blocs partisans, sans vision à long terme. Et le parlement? Il évite de décider, par idéologie anti-interventionniste. Ce conservatisme ne protège ni la démocratie, ni la justice sociale. Il protège l'illusion de la préservation des acquis. Mais dans un monde en mouvement, ce qu'on n'adapte pas se délite.

Quand les élus n'agissent plus et que la confiance s'effondre, c'est tout le système démocratique qui se fissure. Le vide s'installe. Et ce vide, tôt ou tard, sera rempli: par un despote assoiffé de pouvoir ou un milliardaire trop sûr de lui. Le danger n'est pas théorique. Il est déjà là, en filigrane.

Notre démocratie directe est notre plus grande richesse. Mais ce modèle repose sur une vigilance constante. Il demande du courage politique: étudier, débattre, décider, agir. Il demande aussi un engagement citoyen fort: voter, interpellier, proposer, initier. La bonne nouvelle? Nous avons tout ce qu'il faut. Les outils, les idées, les talents. Il ne reste qu'à s'en servir. Alors oui: le sursaut démocratique doit commencer aujourd'hui. Dans les urnes, dans les institutions, dans chaque conscience. Pour que «No Kings» ne soit pas seulement un slogan, mais un projet vivant, exigeant, partagé. ■